

**Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 CAEN**

CAEN, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ISB FRANCE**

Rue Augustin Fresnel  
35400 Saint-Malo

Références : 2024 - 007  
Code AIOT : 0005301026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement ISB FRANCE implanté Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville. L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a consisté à examiner les suites données à la fuite de produit de traitement survenue l'été dernier et à contrôler par sondage des prescriptions d'exploitation applicables à l'atelier de traitement du bois par autoclaves.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ISB FRANCE
- Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville
- Code AIOT : 0005301026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ISB FRANCE exploite une installation de stockage et de traitement du bois sur la commune de Moulton-Chicheboville. L'établissement de Moulton dispose d'un arrêté préfectoral

d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2019. Il relève de la directive IED en raison de sa capacité journalière de traitement de bois (emploi de produits de préservation du bois - rubrique 3700 de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement). L'établissement est classé Seveso seuil bas au regard de la quantité totale de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 susceptible d'être présente (rubrique 4510).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle des suites de l'incident de déversement survenu en mai 2023
- contrôle des conditions d'exploitation de l'atelier de traitement du bois

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Accident	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Substances et Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 6.6.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Conditions particulières de mise en œuvre de la préservation du bois	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.1.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Substances et Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 6.6.2	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.2	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.6	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2	Sans objet
9	Stockage du bois	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à respecter tous les engagements pris à la suite de la fuite de produit chimique survenue l'été dernier : la vérification régulière de l'état des raccords n'est pas encore instaurée, ni formalisée. Des travaux restent à faire pour limiter les risques de fuite vers l'extérieur en cas de fuite au niveau de l'aire de dépotage du produit de traitement dans la cuve de 40 m<sup>3</sup>.

Des puisards de la zone de rétention des autoclaves ne seraient pas équipés d'un détecteur de

liquide, seul un sur les trois le serait sans qu'une explication étayée n'ait été produite.

L'exploitant doit enfin vérifier l'étanchéité de la conduite de liaison entre les différents points bas de collecte des éventuelles égouttures au niveau de la zone de ressuyage et séchage du bois traité et déterminer les risques en cas de fuite (direct dans le sol ou dans la dalle béton).

Les débits de poteaux incendie internes testés individuellement ne sont pas conformes au débit normalisé attendu pour un poteau incendie et l'exploitant doit s'assurer que les 2 poteaux du réseau public délivrent bien en simultané un débit de 120 m<sup>3</sup>/h prescrit à l'article 8.8.4 de son arrêté d'autorisation d'exploiter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration d'accident, incident et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une inspection a été menée le 16 juin dernier suite à la déclaration tardive d'une fuite accidentelle de produit de traitement du bois Tanagard 3755 découverte le 30 mai 2023 à la prise de poste. Celle-ci a donné lieu à un rapport auquel l'exploitant a apporté réponse le 25 septembre 2023. L'origine de la fuite est liée principalement à la combinaison de deux facteurs : la corrosion du dispositif de raccordement entre la cuve de produit et la cuve de préparation et l'orientation dudit raccordement au-dessus de la rétention faisant que le "jet" résultant de la rupture de la liaison s'est déversé au-delà de la rétention. Le produit s'est ainsi répandu sur l'aire imperméabilisée de l'atelier, puis l'aire extérieure sans atteindre le réseau de collecte des eaux pluviales. Le produit s'est en grande partie évaporé en raison des fortes chaleurs de la fin de cette semaine de mai. Dans sa réponse, l'exploitant a pris l'engagement de changer le système de raccordement, de vérifier l'état de l'ensemble des raccords et de mettre en œuvre une procédure trimestrielle de vérification par la maintenance des raccords concernés. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de déterminer si le contrôle trimestriel avait été initié. Le dispositif de la cuve de produit était visiblement neuf. Le positionnement de l'orifice d'alimentation était correct ie orienté de telle sorte qu'en cas de rupture du raccord, l'écoulement se fasse dans la rétention sous-jacente. <b>L'inspection demande à l'exploitant de respecter ses engagements en matière de surveillance sous un mois : il doit mettre en œuvre le contrôle trimestriel d'état des raccords et formaliser le résultat des contrôles.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Substances et Produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 6.6.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Identification des produits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.</li><li>- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des stocks de produits chimiques présents au sein de son atelier de traitement du bois considérant le nombre limité de produits employés et le stockage du produit de traitement dans une cuve unique de 40 m <sup>3</sup> . Pour autant, l'exploitant doit disposer d'un état des stocks régulièrement mis à jour de manière à être en capacité de renseigner les services d'intervention sur la nature des produits chimiques et les quantités stockées en cas d'accident ou d'incendie au sein de l'atelier. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de tous les produits employés au sein de l'atelier de traitement du bois. <b>L'exploitant dispose d'un état des stocks de produits chimiques présents au sein de son atelier de traitement du bois régulièrement tenu à jour sous un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Substances et Produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Étiquetage des substances et mélanges dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
<b>Constats :</b> Les IBC présents dans l'atelier comportaient les étiquetages de produits chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté les rapports de vérification des installations électriques et de contrôle par thermographie infra rouge des armoires électriques effectués par la société DEKRA en juin 2023 sans faire d'observation. Les installations sont déclarées conformes et en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. [...]  9. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. 10. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de la vérification de la protection contre la foudre du site effectuée en octobre 2023. L'installation est déclarée conforme par l'entre prise MACE Foudre. Interrogé sur une éventuelle incrémentation de compteur de coup de foudre, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas été relevé de coup de foudre. La vérification complète des installations a été faite en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.  L'exploitant prendra toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :  Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle -Extincteur / Annuelle -Robinetts d'incendie armés (RIA) / Annuelle -Système d'extinction automatique à eau (buses d'aspersion) / Annuelle -Installation de détection incendie / Annuelle -Installations de désenfumage / Annuelle
<b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, l'Inspection a consulté la date de la dernière vérification de certains extincteurs et de dispositifs de commande de désenfumage dans le bâtiment C en cours d'aménagement suite à l'implantation de nouvelles lignes de production (ligne de rabotage et ligne d'imprégnation). Il n'a pas été relevé de non-conformité lors de ces contrôles ponctuels par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'un potentiel hydraulique de 600m <sup>3</sup> utilisables sur 2 h, soient 300 m <sup>3</sup> /h, avec un tiers de débit délivré sous pression, soit 100 m <sup>3</sup> /h.  La défense incendie public est réalisée par deux points d'eau incendie (PEI) délivrant en simultanée 120 m <sup>3</sup> /h, le tiers sous pression est ainsi réalisé : à l'angle Nord-Est du site, un poteau incendie 110 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar ; à 100 m au Sud-Est de l'entrée du site, au niveau du carrefour giratoire entre la RD40 et la RD80, un poteau incendie de 85 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar.

Ces deux poteaux incendie sont munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.

L'établissement dispose d'une réserve incendie de 360 m<sup>3</sup> située au Nord du site. Cette réserve disponible en permanence est équipée de deux bouches incendie à sortie double permettant l'alimentation de quatre véhicules de secours.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.

En compléments des moyens demandés ci-dessus, l'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) au droit du bâtiment accueillant la ligne de rabotage ;

des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets .

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

#### **Constats :**

L'exploitant ne dispose pas des résultats du contrôle du débit en simultané des deux poteaux incendie du réseau public à réaliser tous les ans.

L'exploitant a fait procéder au contrôle du débit de chacun des 6 poteaux incendie situés sur son site par la société SCUTUM en octobre 2023. Les résultats n'étaient pas corrects pour 2 poteaux dont un semblait totalement défaillant. Les poteaux internes sont raccordés au réseau public et les résultats des contrôles individuels ne semblent pas de bonne augure pour un contrôle en simultanée de deux poteaux, le requis étant fixé à 120 m<sup>3</sup>/h.

**L'exploitant doit rechercher les causes des mauvais résultats obtenus sur les poteaux n°5 et 6, en particulier pour le n°6.**

**Il doit vérifier s'il est en capacité de délivrer 120m<sup>3</sup>/h en pression et de manière simultanée sur deux poteaux.**

**Dans le cas contraire, il devra proposer des mesures compensatoires pour pallier l'insuffisance du réseau public et couvrir le risque qu'il occasionne.**

**L'exploitant transmettra sous deux mois à l'inspection :**

- les résultats du contrôle du débit en simultané des deux poteaux incendie du réseau public,
- les causes des mauvais résultats obtenus sur les poteaux n°5 et 6, en particulier pour le n°6,
- le résultat de la vérification de la capacité du site à délivrer 120m<sup>3</sup>/h en pression et de manière simultanée sur deux poteaux de son réseau interne,
- le cas échéant, les mesures compensatoires prévues pour pallier l'insuffisance du réseau public.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 8 : Conditions particulières de mise en œuvre de la préservation du bois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le traitement du bois ne doit être confié qu'à des personnes instruites des dangers que comporte cette activité, tant pour elles-mêmes, que pour le milieu extérieur. Les installations de traitement, le dépôt de produits, la gestion du stock, sont placés sous la surveillance d'une personne, désignée sous la responsabilité de l'exploitant. Cette personne est présente en permanence lors des opérations de remplissage du bac de traitement.</p> <p>Le nom des produits utilisés et stockés sur l'installation est indiqué de façon lisible et apparente sur les équipements de traitement et les stockages de liquides, selon la réglementation en vigueur. Les réservoirs et installations de traitement doivent être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite et déclenchant une alarme.</p> <p>Les stockages de produits différents, dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses, doivent être associés à des capacités de rétention distinctes.</p> <p>Les rétentions sont conçues de façon à être maintenues propres en permanence, et déceler immédiatement la présence de liquide à l'intérieur de celles-ci. Elles comportent un point bas de pompage.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence en procédant à l'évacuation des fluides recueillis par ce dispositif aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Pendant les périodes de non-activité de l'entreprise, les installations de mise en œuvre du produit bénéficient de sécurités nécessaires pour pallier tout incident ou accident éventuel.</p> <p>Une instruction écrite doit être affichée à proximité des installations de traitement. Celle-ci édicte la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de produit de traitement pur ou dilué.</p> <p>Une réserve de produits absorbants doit toujours être disponible pour absorber les fuites éventuelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, les installations étaient à l'arrêt. Un contrôle visuel des rétentions a été pratiqué dans l'atelier de traitement du bois. Il n'a pas été relevé d'anomalie. Les IBC de produits chimiques comportaient des étiquettes lisibles du nom du produit et de ses caractéristiques chimiques.</p> <p>Au niveau de la zone de traitement par les autoclaves, l'Inspection a noté que la zone comportait trois points bas avec regard, mais un seul serait équipé d'un détecteur de niveau liquide déclenchant la mise à l'arrêt de l'installation ainsi que l'appel d'une société de télésurveillance ayant pour consigne en heure ouvrable d'appeler l'accueil du site et hors heure ouvrable d'appeler les personnes d'astreinte.</p> <p>Un test de déclenchement simulant une fuite a été réalisé. En moins de 5 minutes, l'assistante de l'accueil a appelé le responsable de site sur son portable pour signaler le déclenchement du détecteur de fuite suite appel de la société de télésurveillance.</p> <p>L'aire d'entreposage du bois pour séchage à l'air libre comporte des points bas destinés à recueillir les éventuels écoulements de produits. Ces points bas sont reliés entre-eux et le regard le plus bas est régulièrement contrôlé pour le cas échéant pomper le liquide. L'exploitant ne connaît pas les caractéristiques de la liaison entre les regards de la zone d'entreposage des bois traités avant stockage à l'extérieur.</p> <p>L'inspection demande que tous les regards de la zone de traitement soient dotés d'un détecteur de fuite, car il n'est pas démontré qu'un seul puisse suffire à détecter une fuite vu la surface et l'encombrement de la zone. <b>L'exploitant équipera d'une sonde de détection de liquide tous les regards sous trois mois.</b></p> <p><b>L'inspection demande que l'exploitant vérifie sous trois mois le bon état de la conduite de liaison</b></p>

entre les regards de la zone d'entreposage des bois traités et détermine ses caractéristiques (nature du matériau, durabilité) ainsi que les risques en cas de fuite (conduite prise dans la dalle béton, conduite située sous la dalle béton, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Stockage du bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de bois sur le site respecte les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les stockages de bois sont éloignés des limites de propriété d'une distance minimale de 10 m ;</li> <li>- une allée de 7 m minimum est conservée entre les îlots de bois afin de permettre le passage des engins de manutention ;</li> <li>- des allées coupe-feu de 12 m de largeur sont aménagées sous l'auvent de stockage du bois (Bâtiment B) permettant de créer 3 zones de stockages de 5 000 m<sup>2</sup> maximum pour répondre aux prescriptions du SDIS ;</li> <li>- les îlots de stockages sont matérialisés au sol. Les emplacements correspondent à ceux définis dans le dossier de demande d'autorisation ;</li> <li>- la hauteur de stockage des bois est limitée à 6 m en extérieur (Zones 1, 2 et 3) et 5 m dans les bâtiments ;</li> <li>- l'empilage des produits est réalisé de façon à garantir leur stabilité ;</li> <li>- les stockages sont réalisés de façon à être facilement accessibles, notamment pour les services de secours, afin d'isoler et maîtriser rapidement un éventuel foyer ;</li> <li>- les aires de stockages sont entièrement imperméabilisées ;</li> <li>- le sol des aires de stockage est adapté à la charge qu'il doit supporter (engins notamment).</li> </ul> <p>Un plan des stockages (emplacement, nature, volumes) est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite des installations n'a pas fait apparaître d'écart vis-à-vis des conditions de stockage des bois.</p> <p>Les hauteurs, les emplacements et les marquages au sol étaient respectés.</p> <p>L'exploitant n'a pas modifié ses modalités de stockage. En revanche, il a modifié les emplacements de stockage des bois bruts et des produits finis en cohérence avec les flux de production des bois "travaillés" et traités de manière à optimiser la logistique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite